

Le Pape François déclare : « il ne peut y avoir d'œcuménisme s'il y a du prosélytisme »

Publié le 21 juin 2018 · 14 min de lecture



Lors de son retour du pèlerinage œcuménique qu'il a effectué à Genève à l'occasion du 70^{ème} anniversaire du Conseil Oecuménique des Eglises, le Pape François a tenu une conférence de presse au cours du vol de retour.

Le « Chef de l'Eglise catholique » a dit sa joie et son enthousiasme de se retrouver entre membres des « Eglises de la paix » et en a profité pour dénoncer avec ironie les quelques « fondamentalistes » qui sévissent ici et là dans la chrétienté.

Enfin, il a déclaré être opposé à tout prosélytisme en martelant : « nous devons ôter du dictionnaire un mot : prosélytisme. C'est clair ? Il ne peut y avoir d'œcuménisme s'il y a du prosélytisme, il faut choisir : ou tu as un esprit œcuménique, ou tu es « prosélyte ».

Dont acte.

Vous trouverez ci-dessous le texte intégral de la détestable conférence de presse d'un Pape qui, de facto, rejette la parole de Notre Seigneur « Allez donc, enseignez toutes les nations, les baptisant au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit, leur apprenant à garder tout ce que je vous ai commandé » [Math. 28, 19–20].

La Porte Latine du 28 juin 2018

Conférence de presse du Pape François du 21 juin 2018

« Merci de votre travail ! Cela a été une journée un peu chargée, tout au moins pour moi. Mais je suis content. Je suis content car les diverses choses que nous avons faites, que ce soit la prière au début, puis le dialogue au cours du déjeuner, qui a été très beau, et ensuite la Messe, sont des choses qui m'ont rendu heureux. C'est fatigant, mais ce sont de bonnes choses. Merci beaucoup. Et à présent, je suis à votre disposition.

[Arnaud Bédât, de la revue « L'Illustré »] Quelles images, quels moments vous ont frappé au cours de cette journée ?

Merci. Je crois – dirais-je – qu'il y a un mot commun : *rencontre*. Cela a été une journée de rencontres. Variées. Le mot juste de cette journée est rencontre, et quand une personne en rencontre une autre et ressent le plaisir de la rencontre, cela touche toujours le cœur. Ce furent des rencontres positives, également belles, à commencer par le dialogue avec le président [de la Confédération Suisse], au début, qui n'a pas été seulement un dialogue de courtoisie, normal, mais un dialogue profond sur des sujets mondiaux profonds et avec une intelligence qui m'a frappé. Voilà pour commencer. Ensuite, les rencontres que vous avez tous vues... Et ce que vous n'avez pas vu, c'est la rencontre du déjeuner, qui a été très profonde dans la manière d'aborder tant de thèmes. Le thème sur lequel nous avons passé le plus de temps est peut-être celui des jeunes, parce que toutes les confessions sont également préoccupées, dans le bon sens, par les jeunes. Et le pré-synode qui a eu lieu à Rome, à partir du 19 mars, a pas mal attiré l'attention, parce qu'il y avait des jeunes de toutes les confessions, même agnostiques, et de tous les pays. Imaginez : 315 jeunes présents et 15.000 connectés en ligne qui « entraient et sortaient ». Cela a peut-être éveillé un intérêt particulier. Mais le mot qui pour moi résume peut-être l'ensemble du voyage est que cela a été un voyage de *rencontre*. L'expérience de la rencontre. Pas une simple courtoisie, rien de purement formel, mais une rencontre humaine. Et cela, entre protestants et catholiques, c'est tout dire... Merci.

[Roland Juchem, de l'agence catholique allemande CIC]: Au sujet de ce qu'on appelle l'intercommunion, les évêques allemands ont décidé récemment de faire un pas, et nous nous demandons alors comment se fait-il que Mgr Ladaria [préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi] ait écrit une lettre qui semble un peu comme un frein d'urgence. Quels seront les prochains pas ? Une intervention de la part du Vatican sera-t-elle nécessaire pour éclaircir les choses, ou bien les évêques allemands devront-ils trouver un accord ?

Bien. Ce n'est pas une nouveauté, parce que le code de droit canonique prévoit ce dont les évêques allemands parlaient : la communion dans des cas spéciaux. Et ils considéraient le problème des mariages mixtes : si c'est possible ou si cela ne l'est pas. Mais le Code dit que l'évêque de l'Eglise particulière – ce mot est important : *particulière*, s'il est d'un diocèse – doit gérer cela : c'est entre ses mains. Voilà ce que dit le Code. Les évêques allemands, qui avaient vu que le cas n'était pas clair, mais aussi que certains prêtres faisaient des choses sans accord avec l'évêque, ont voulu étudier ce thème et ils ont fait cette étude qui – je ne veux pas exagérer – a été une étude de plus d'un an, je ne sais pas bien mais plus d'un an, bien faite, bien faite. Et cette étude est restrictive : ce que voulaient les évêques, était de dire clairement ce qu'il y a dans le Code. Et moi aussi, qui l'ai lue je dis : c'est un document restrictif. Ce n'était pas une « ouverture à tout le monde ». Non. C'était une chose bien pensée, avec un esprit ecclésial. Et ils ont voulu le faire pour l'Eglise locale : pas celle particulière. Ils n'ont pas voulu. La chose a glissé jusqu'à dire que c'était pour la conférence épiscopale allemande. Et là il y a un problème, car le Code ne prévoit pas cela. [Il prévoit la compétence de l'évêque diocésain, mais pas de la conférence épiscopale.](#) Pourquoi ? Parce qu'une chose approuvée par une conférence épiscopale devient immédiatement universelle. Et cela a été la difficulté de la discussion : pas tant le contenu, que cela. Ils ont envoyé le document. Puis il y a eu deux ou trois rencontres de dialogue et de clarification ; et Mgr Ladaria a envoyé cette lettre, mais avec ma permission, il ne l'a pas fait seul. Je lui ai dit : « Oui, il est préférable de faire un pas en avant et de dire que le document n'est pas encore mûr – c'était ce que disait la lettre – et que l'on devait étudier davantage la question ». Puis il y a eu une autre réunion, et à la fin, ils étudieront la chose. Je crois que ce sera un document d'*orientation*, car chacun des évêques diocésains peut gérer ce que le droit canonique permet déjà. Il n'y a eu aucun frein, non. Il s'agissait de gérer la chose pour qu'elle aille sur la bonne voie. Quand j'ai visité l'Eglise luthérienne de Rome, une question comme celle-là m'a été posée et j'ai répondu selon l'esprit du Code de droit canonique, l'esprit qu'ils [les évêques] cherchent maintenant. Il n'y a peut-être pas eu une bonne information au bon moment, il y a un peu de confusion, mais voilà la chose. Dans l'Eglise *particulière*, le Code le permet ; dans l'Eglise locale, il ne peut pas, parce que ce serait universel. Voilà.

[Roland Juchem]: L'Eglise locale est la conférence ?

...C'est la conférence. Mais la conférence peut étudier et donner des lignes d'orientation pour aider les évêques à gérer les cas particuliers. Merci.

[Eva Fernández, de la radio Cope]: Le secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises a lui aussi parlé de l'aide aux réfugiés. Récemment, nous avons vu l'incident du navire « Aquarius » et d'autres cas, ainsi que la séparation des familles aux Etats-Unis. Pensez-vous que certains gouvernements instrumentalisent le drame des réfugiés ?

J'ai beaucoup parlé des réfugiés et les critères sont contenus dans ce que j'ai dit : « accueillir, protéger, promouvoir, intégrer ». Ce sont des critères pour tous les réfugiés. Puis j'ai dit que chaque pays doit faire cela avec la vertu du gouvernement qui est la prudence, car un pays doit accueillir autant de réfugiés que possible et autant qu'il peut en *intégrer* : intégrer, c'est-à-dire éduquer, donner du travail... Voilà, disons, le plan tranquille, serein, des réfugiés. Ici, nous assistons à une vague de réfugiés fuyant les guerres et la faim. Guerre et faim dans de nombreux

pays d'Afrique, guerres et persécutions au Moyen-Orient. L'Italie et la Grèce ont été très généreuses pour les accueillir. Pour le Moyen-Orient – en ce qui concerne la Syrie – la Turquie en a beaucoup reçus ; le Liban, beaucoup : le Liban a autant de Syriens que de Libanais ; puis la Jordanie et d'autres pays. L'Espagne elle aussi en avait accueillis. Il y a le problème du trafic des migrants. Et il y a aussi le problème des cas où ils repartent, parce qu'ils doivent repartir : il y a ce cas... Je ne connais pas bien les termes de l'accord, mais s'ils sont dans les eaux libyennes, ils doivent repartir... Et là, j'ai vu les photos des prisons des trafiquants. Les trafiquants séparent immédiatement les femmes des hommes : les femmes et les enfants vont Dieu sait où... Voilà ce que font les trafiquants. Il y a aussi un cas, que je connais, où les trafiquants se sont approchés d'un navire qui avait recueilli des réfugiés des bateaux et ils ont dit : « Donnez-nous les femmes et les enfants et emmenez les hommes ». Voilà ce que font les trafiquants. Et les prisons des trafiquants, pour ceux qui sont retournés, sont terribles, elles sont terribles. Dans les camps de la Seconde Guerre mondiale on voyait ces choses-là. Même des mutilations, des tortures... Et puis ils les jettent dans les fosses communes, les hommes. Voilà pourquoi les gouvernements se préoccupent de ne pas les faire repartir, pour qu'ils ne tombent pas entre les mains de ces gens-là. La préoccupation est mondiale. Je sais que les gouvernements parlent de cela et veulent trouver un accord, même amender l'Accord de Dublin. En Espagne, vous avez eu le cas de ce navire qui est arrivé à Valence. Mais tout ce phénomène est un désordre. Le problème des guerres est difficile à résoudre ; le problème de la persécution des chrétiens aussi, au Moyen-Orient et aussi au Nigeria. Mais le problème de la faim peut être résolu. Et beaucoup de gouvernements européens pensent à un plan d'urgence pour investir dans ces pays, investir intelligemment, pour donner du travail et une éducation, ces deux choses. Dans les pays d'où viennent ces personnes. Parce que – sans offenser, mais c'est la vérité – dans l'inconscient collectif, il y a une terrible devise : « L'Afrique doit être exploitée ». Cela est dans l'inconscient : « Eh, ce sont des Africains!... ». Terre d'esclaves. Et cela doit changer avec ce programme d'investissements, d'éducation, de développement, parce que le peuple africain a tant de richesses culturelles, tant ! Et ils ont une grande intelligence : les enfants sont très intelligents et ils peuvent, avec une bonne éducation, aller loin. Ce sera la voie à moyen terme. Mais pour le moment, les gouvernements doivent se mettre d'accord pour faire face à cette urgence. Ceci, ici, en Europe.

Allons en Amérique. En Amérique, il y a un important problème migratoire en Amérique latine, et il y a aussi le problème de la migration interne. Dans mon pays, il y a un problème de migration du nord au sud ; les gens quittent la campagne parce qu'il n'y a pas de travail et ils vont dans les grandes villes, et il y a ces mégapoles, ces bidonvilles, et toutes ces choses... Mais il y a aussi une migration externe vers d'autres pays qui donnent du travail. Pour parler concrètement, vers les Etats-Unis. Je suis d'accord avec ce que disent les évêques de ce pays. Je suis de leur côté. Merci.

[Deborah Castellano Lubov, de l'agence « Zenit »]: Nous savons que certaines des Eglises du World Council of Churches sont appelées « Eglises de la paix », qu'elles croient qu'un chrétien ne peut pas avoir recours à la violence. Pensez-vous que l'Eglise catholique devrait elle aussi s'unir à ce que l'on appelle les « Eglises de la paix » et mettre de côté la théorie de la « guerre juste » ?

Une explication : pourquoi parlez-vous d'« **Eglises de la paix** » ?

[Deborah Castellano Lubov]: Elles sont considérées comme « Eglises de la paix » parce qu'elles ont cette conception, qu'une personne qui a recours à la violence ne peut plus être considérée comme chrétienne.

Merci, j'ai compris. Vous avez mis le doigt dans la plaie... Aujourd'hui, au déjeuner, un pasteur a dit que le premier droit humain est peut-être le droit à l'espérance, et cela m'a plu, et entre un peu dans ce sujet. Nous avons parlé de la crise des droits humains aujourd'hui. Je pense que je dois commencer par cela pour arriver à votre question. La crise des droits de l'homme semble claire. On parle un peu de droits de l'homme, mais beaucoup de groupes ou certains pays prennent leurs distances. Oui, nous avons des droits humains mais... il n'y a pas la force, l'enthousiasme, la conviction, je ne dis pas d'il y a 70 ans, mais d'il y a 20 ans. Et cela est grave, parce que nous devons voir les causes. Quelles sont les causes qui font que nous en sommes arrivés à cela ? A ce qu'aujourd'hui les droits de l'homme sont *relatifs*. Même le droit à la paix est relatif. C'est une crise des droits de l'homme. Je pense que nous devons y réfléchir à fond.

Ensuite, ce qu'on appelle les « Eglises de la paix ». Je crois que toutes les Eglises qui ont cet esprit de paix doivent s'unir et travailler ensemble, comme nous l'avons dit dans les discours d'aujourd'hui, que ce soit moi ou les autres personnes qui ont pris la parole, et au déjeuner, nous en avons parlé. L'unité pour la paix. Aujourd'hui, la paix est une exigence, car il y a un risque de guerre... Quelqu'un a dit : cette troisième guerre mondiale, si elle se fait, nous savons avec quelles armes elle se fera, mais s'il y en a une quatrième, nous la ferons avec des bâtons, parce que l'humanité sera détruite. L'engagement pour la paix est une chose sérieuse. Quand on pense à l'argent que l'on dépense en armements ! C'est pourquoi il y a les « Eglises de la paix » : mais c'est le commandement de Dieu ! **La paix, la fraternité, l'humanité unie...** Et tous les conflits, il ne faut pas les résoudre comme Caïn, mais les résoudre par la négociation, le dialogue et les médiations. Par exemple, nous sommes en crise de médiations ! La médiation, qui est une figure juridique si précieuse, est en crise aujourd'hui. Crises d'espérance, crises des droits de l'homme, crises des médiations, crises de paix. Mais ensuite, si vous dites qu'il y a des « Eglises de la paix », je me demande : y a-t-il des « Eglises de la guerre » ? Il est difficile de comprendre cela, c'est difficile, mais il y a certainement des groupes, et je dirais dans presque toutes les religions, des petits groupes, en simplifiant un peu, je dirai des « **fondamentalistes** », qui cherchent les guerres. **Nous aussi catholiques en avons quelques-uns**, qui cherchent toujours la destruction. Et il est très important d'avoir cela sous les yeux. Je ne sais pas si j'ai répondu...

On me dit que les gens demandent le dîner, qu'il y a juste le temps pour arriver l'estomac plein... Je voudrais seulement dire un mot, clairement : aujourd'hui a été une journée *œcuménique*, véritablement œcuménique. Et à déjeuner, nous avons dit une belle chose, que je vous laisse pour que vous y pensiez et que vous y réfléchissiez et que vous fassiez une belle analyse sur cela : dans le mouvement œcuménique, nous devons ôter du dictionnaire un mot : *prosélytisme*. **C'est clair ? Il ne peut y avoir d'œcuménisme s'il y a du prosélytisme, il faut choisir : ou tu as un esprit œcuménique, ou tu es « prosélyte ».** Merci. »

Sources : vatican.va / La Porte Latine du 28 juin 2018

Source : laportelatine.org/formation/crise-eglise/nouveau-magistere/le-pape-francois-declare-il-ne-peut-y-avoir-doecumenisme-sil-y-a-du-proselytisme-21-juin-2018

© La Porte Latine — Fraternité Saint-Pie X, District de France